

Par Jean-Sylvestre Mongrenier, Chercheur Associé à l'Institut Thomas More

L'Union européenne face à la Russie : les enjeux géopolitiques

Alors que l'armée russe bivouaque sur le territoire géorgien, manipuler à l'envi les termes de « partenaire » et de « dialogue » ne saurait dissimuler la gravité de la situation. Les multiples enjeux géopolitiques engagent l'ensemble des nations européennes, de l'Atlantique à la Baltique et à la mer Noire.



Le destin de la Géorgie est le premier de ces enjeux géopolitiques. La Russie a reconnu les provinces séparatistes (Abkhazie, Ossétie du Sud) et s'est militairement implantée en avant de ces territoires. Les dirigeants russes affichent ainsi et sans vergogne leurs objectifs : satelliser la Géorgie et interdire son entrée dans l'OTAN. Cette nouvelle version de la doctrine Brejnev manifeste la volonté de constituer une forme d'union eurasiatique russe-centrée. Pour les Européens, la réduction de la Géorgie et le triomphe des schémas eurasistes leur fermeraient le libre accès aux ressources énergétiques de la Caspienne. La stabilité et les frontières de l'Europe sont aussi en jeu. La géopolitique est faite de contrecoups entre des aires spatiales distinctes et le conflit géorgien ne manquera pas de retentir sur les pays de l'isthme Baltique-mer Noire. Des dirigeants russes ont déjà signifié à l'Ukraine qu'ils étaient prêts à user de la force armée pour lui ôter la Crimée et conserver la base navale de Sébastopol. En Moldavie, ces mêmes dirigeants instrumentalisent la Transnistrie pour faire levier sur le

gouvernement. Une victoire russe en Géorgie ne pourrait qu'amplifier les rhétoriques bellicistes qui, avec instance, visent d'abord la souveraineté ukrainienne.

Des pays membres de l'UE sont menacés. On songe aux Pays baltes, conquis et annexés par l'URSS en 1945. A leur encontre, les dirigeants russes manient un discours révisionniste susceptible de déboucher sur la remise en cause des frontières et la manipulation des minorités de langue russe. La Pologne et la République tchèque sont également l'objet de menaces militaires du fait des projets de systèmes antimissiles. En Europe du Nord, l'affaire géorgienne inquiète aussi. La Finlande doit assurer la garde de quelque 1300 km de frontières avec son voisin oriental et la Suède redoute le retour de puissance de la flotte russe en Baltique.

Outre l'improbable partenariat russo-européen, c'est en fait l'avenir de l'UE et sa transformation en acteur global qui sont en jeu. Pour l'heure, l'Union n'est pas une communauté de destin mais un lâche

Commonwealth paneuropéen aux liens distendus. Si les Etats qui la composent ne parvenaient pas à faire face à la Russie et à assumer le prix de la solidarité politique avec les pays les plus exposés à la vindicte russe, l'Europe tant invoquée se révélerait être flatus vocis, simple « émission de voix ». Considérée avec mépris par la Russie, elle serait alors vouée à la dispersion. Aussi la posture et les exigences de l'UE vis-à-vis de la Russie doivent-elle être réaffirmées avec force

avant d'entamer la renégociation de leur partenariat.

Situations d'exception et clamours guerrières ont pour vertu de nous rappeler que la sécurité militaire est l'enjeu suprême. C'est dans un cadre transatlantique et en bonne alliance avec les Etats-Unis que la défense collective de l'Europe est assurée. En refusant à la Géorgie, comme à l'Ukraine, le statut de pays candidat, il est à craindre que les membres de l'OTAN n'aient induit la Russie en tentation. Par voie de conséquence, il faut accélérer l'élargissement de l'OTAN aux pays menacés : l'Ukraine est désormais en première ligne ; conservons en mémoire que 21 des 27 membres de l'UE participent de l'OTAN.

En dernière instance, l'enjeu global porte sur l'émergence de représentations géopolitiques européennes en phase avec les réalités russes. La « Russie-Eurasie » n'est pas une démocratie émergente, soucieuse de bien-être et de respectabilité. Le nouvel autoritarisme patrimonial et la cul-

“Dans le proche voisinage de l'UE, Moscou s'efforce de développer une brutale politique de puissance”

ture tchékiste des dirigeants ont leurs prolongements extérieurs. Dans le proche voisinage de l'UE, Moscou s'efforce de développer une brutale politique de puissance. Avec un tel acteur géostratégique, il ne s'agit pas tant de « dialoguer » que d'établir un rapport des forces qui permette de poser des principes, de négocier et d'imposer le respect. ■